FO FINANCES
FLASH INFOS
2026
Fédération des Finances FORCE OUVRIERE - 46, rue des petites écuries - 75010 Paris • www.financesfo.fr

COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION MINISTERIEL

AUCUNE REPONSE, AUCUN ENGAGEMENT !

Ce CSAM s'est tenu le 20 octobre sous la présidence du Ministre David Amiel en première partie, puis de la secrétaire générale Madame Aurélie Lapidus.

A l'ordre du jour de cette réunion :

- Projet de loi de finances 2027,
- Projet de décret relatif à certains emplois de direction de l'INSEE
- Projet d'arrêté modifiant les durées minimales et maximales d'occupation de certains emplois à la DGDDI
- Mise en œuvre de la foncière de l'Etat
- Rapport social unique 2025

Le ministre a commencé son intervention en rendant hommage à l'agent de la DGFIP qui s'est suicidé dans les locaux de Bercy le 9 octobre. L'Etat doit être à la hauteur de ses responsabilités, en s'engageant auprès de la DGFIP. Pour une fois, la dimension professionnelle n'a pas été écartée d'emblée. Il a également apporté tout son soutien aux acteurs de prévention dans une situation difficile.

Par la suite, il a condamné les épisodes de violences intolérable du 17 octobre, tout en soulignant que le droit de manifester était constitutionnel et le garant de la démocratie.

Projet de Loi de Finances 2027

Pour le ministre, ce projet de budget doit contribuer au redressement des finances publiques tout en garantissant l'action publique dans un contexte géopolitique et financiers dégradés. Les agents de Bercy ont été au rendez-vous pour répondre aux citoyens et ils doivent continuer. La présentation des suppressions d'emplois : 77 pour le ministère, serait d'après lui un effort réel mais réduit, en comparaison des 590 de 2026. Il a souligné la création de 36 emplois pour absorber la réforme de l'invalidité et 10 emplois sur l'informatique. **Encore et toujours des suppressions d'emplois!**

FO Finances a une nouvelle fois condamné ce projet de budget et ses conséquences délétères pour les agents de Bercy.

Bien que la DGFIP ait déjà beaucoup contribué aux suppressions d'emplois, elle devra encore absorber 176 suppressions, après une année marquée par une cyber attaque d'ampleur, la mise en place de la facturation électronique et de l'indemnité « grand rouleur ».

La douane devrait bénéficier de 200 créations de poste sur 545 prévus dans le plan Douane 2030. Le ministre souhaite consolider ses missions et ses effectifs pour lutter contre la fraude, en multipliant par deux les images de scanner et par trois les contrôles de conteneurs. Le gouvernement va formaliser son engagement dans le Contrat d'Objectif et de Moyen de cette direction, mais dans le passé Bercy a déjà connu des COM non respectés.
La coordination entre la douane et les forces de sécurité intérieure doit garantir la compétence exclusive des douaniers sur le contrôle des marchandises, dans un cadre national clair, avec des protocoles locaux de coordination. **Pour FO Finances, nous attendons une défense forte des prérogatives douanières.**

Action sociale : mieux la faire connaître, mais sans moyens supplémentaires !

L'action sociale fait partie de l'identité de notre ministère et participe à l'attractivité de Bercy. Son budget stagne à 120,1 M€ en 2027, ce qui ne permettra pas d'absorber l'augmentation des coûts notamment sur la restauration. En parallèle, le ministre souhaite que nos dispositifs d'action sociale soient mieux connus pour que le maximum d'agents en bénéficie, avec un suivi précis de la consommation.

Projet de décret relatif à certains emplois de direction de l'INSEE

Le projet de décret vise à intégrer les fonctions de directeur régional ou inter-régional de l'INSEE dans le champ du dispositif des emplois de direction de l'Etat. Dans le cadre de la réforme de la haute fonction publique, le corps des ingénieurs de la statistique, de l'économie et de la donnée (INSED) se substitue à ceux des ingénieurs généraux et des administrateurs de l'INSEE. Dans la continuité, la DGAFP a souhaité que les emplois de direction de l'INSEE soient fonctionnalisés, en vue de poursuivre l'harmonisation au sein de la FPE des conditions d'occupation des emplois de direction.

Projet d'arrêté modifiant les durées minimales et maximales d'occupation de certains emplois DGDDI

S'inscrivant dans la continuité du plan « Douane massif » coordonné par la Présidence de la République, cette mise à jour vise à renforcer le dispositif de ciblage et de contrôles non intrusifs des flux de marchandise par un recours accru aux scanners. L'utilisation de ces équipements exige la détention d'un certificat d'aptitude à manipuler les appareils de radiologie industrielle (CAMARI), délivré par l'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR). Cela implique un investissement significatif dans la formation et la certification des agents. Ainsi ces agents devront rester 5 ans dans la filière CAMARI, ils pourront néanmoins muter géographiquement.
Par ailleurs, il est proposé d'ajouter les agents de police judiciaire des finances, en miroir avec les officiers de douane judiciaire pour qui le délai minimal de 5 ans était déjà appliqué.
Enfin, une durée maximale de 5 ans est fixée pour les postes situés à Monaco en raison du

caractère sensible de la zone et des risques déontologiques potentiellement associés.

FO Finances a voté contre car ces dispositions sont directement issues des Lignes directrices de gestions qui imposent des contraintes aux agents.

Mise en œuvre de la foncière de l'Etat

FO Finances a pointé l'absence de dialogue sur cette mise en place, décidée au cœur de l'été qui entraine la mise à disposition d'office des personnels de cette filière pour une durée de 5 ans.
La loi crée l'établissement public immobilier et foncier de l'État (EPIFE), qui verra le jour le 1er janvier 2027, par transformation de l'actuelle agence de gestion de l'immobilier de l'État (AGILE) pour gérer l'immobilier tertiaire et les terrains valorisables.
Elle s'appliquera d'abord dans la région Normandie et le département du Nord afin de tester les modalités de la réforme en vue d'une montée en charge progressive sur le reste du territoire.
Cinq biens immobiliers seront transférés à l'EPIFE en 2027. Il s'agit des cités administratives de : Lille (Marianne), Rouen (Saint-Sever), Alençon, Évreux et Saint-Lô.
Les missions exercées par les services de l'État ne sont pas modifiées. Le projet ne modifie ni les missions des administrations occupantes ni leur capacité à exercer leurs compétences. Les implantations administratives continueront d'être déterminées en fonction des besoins du service public. L'État conservera la maîtrise stratégique de sa politique immobilière. La tutelle de l'établissement sera assurée par la DIE.
La réforme vise à améliorer les conditions d'occupation des bâtiments grâce à une meilleure capacité d'investissement dans l'entretien, la rénovation et la transition énergétique.

FO Finances exige que les conventions d'occupation soient discutées dans le cadre du dialogue social. Il est nécessaire de préciser également le rôle futur des représentants syndicaux et des formations spécialisées locales.

Rapport social unique 2025

Les fédérations ont souligné la qualité de ce document très complet mais regretté qu'il ne fasse pas l'objet d'un groupe de travail dédié.
L'ensemble des données seront communiquées aux organisations syndicales afin de pouvoir les exploiter. Cet envoi doit aussi être décliné au niveau des directions pour une complète information des représentants syndicaux.
La secrétaire générale a validé le principe d'une réunion sur le RSU en 2027.

Enfin, **FO Finances** est revenu sur les propos du ministre qui, sur le sujet des élections professionnelles de décembre, a demandé aux directions de s'engager pour encourager la participation de tous. La fédération a pointé le manque d'engagement des directions locales. Si la participation accuse une nouvelle baisse, pour nous ce sera uniquement de la faute de l'administration qui ne met clairement pas les moyens.

DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le ministre,

La fin de mandature approche pour nous comme pour vous dans un contexte tendu inédit.

FO Finances condamne les violences, soutient les agents publics impactés et les revendications légitimes des manifestants.

Les agents publics ont subi une perte de pouvoir d'achat de plus de 30%, malheureusement le projet de budget 2027 ne répond en rien à cette situation catastrophique : aucune annonce d'ampleur, pas de revalorisation du point d'indice. Le gouvernement fait une nouvelle fois le choix de l'austérité en visant les dépenses publiques et les fonctionnaires, oubliant le volet recettes et la nécessité d'une réforme globale de la fiscalité.

FO Finances revendique la mise en place d'un accord global comme dans d'autres ministères : Ségur, Beauvau. Les agents de ce ministère méritent d'être reconnus à la hauteur de leurs compétences et de leur engagement, avec notamment une revalorisation des régimes indemnitaires (ACF et IMT), et un nouveau plan de qualification ministérielle.

En réponse aux revendications légitimes des agents de Bercy, ce projet de budget prévoit encore des suppressions d'emplois : 176 suppressions à la DGFIP, 40 à l'INSEE, 11 à la DGCCRF et à la DGE. **FO Finances dénonce ces orientations désastreuses, qui ont des conséquences graves pour le service public et les agents publics.**

Les services sont déjà à l'os, les conditions de travail sont désastreuses et le malaise des agents empire, le dernier suicide dans les locaux de Bercy ne peut que vous alerter sur la nécessité de changer de politique.

Si la Douane devrait enregistrer 200 créations de postes liées à la mise en place des scanners, c'est loin d'être un plan massif et loin de la demande des douaniers. Les engagements sur un cadre national clair de coordination avec les forces de sécurité intérieure doivent être rapidement finalisés. Pour **FO Finances** l'inscription des autres mesures du plan massif douane, dans son Contrat d'Objectif et de Moyens est loin de nous rassurer compte tenu des échéances politiques à venir.

Dans chaque direction, notre fédération ne peut que constater l'effet délétère de l'empilement des réformes et des suppressions d'emplois dans nos services : surcharge de travail, pression managériale, perte de sens, craintes sur l'avenir des missions ou de certaines directions.

A la DGFIP, l'administration nie l'évidence en refusant de se remettre en question sur les conséquences des suppressions d'emplois, la fermeture des implantations, la pression managériale, les restructurations, la gestion par indicateurs et les règles de gestion détricotées.

FO Finances refuse la diminution du plafond d'emploi et la casse de la DGCCRF, sous la main mise préfectorale qui ne garantit pas son indépendance dans l'exercice de ses missions. La CCRF doit maintenir et renforcer ses implantations territoriales pour une véritable protection des consommateurs et ce, où qu'ils se trouvent tant sur "internet" qu'en milieu rural ! **FO Finances** craint un nouvel arbitrage contre Bercy et demande que le Ministre se positionne clairement.

L'Agence France Développement et Business France, opérateurs de notre ministère subissent également des restrictions budgétaires fortes remettant en cause leur mission et les emplois qui y sont liés. Les agents de Business France se sont mobilisés le 8 octobre devant Bercy pour contester ces orientations. De son côté L'AFD va devoir déployer un plan de départ volontaires.

FO Finances conteste cette attaque contre l'aide au développement, pilier de la politique

de développement et de solidarité internationale de la France.

Les élections de décembre 2026 sont primordiales de notre point de vue. Le vote électronique a déjà entrainé une baisse de participation dans notre ministère et malheureusement nos représentants nous font remonter le manque d'engagement des directions locales. Si vous rajoutez le renforcement de la cybersécurité, nous risquons d'avoir une participation catastrophique qui sera totalement imputable à l'administrations.

Les syndicats font leur maximum malgré la dégradation du dialogue social dans toute la fonction publique, mais au-delà les attaques contre les corps intermédiaires et l'absence de réponses gouvernementales ont détérioré le climat social. Cette situation devient intolérable, les représentants syndicaux sont un rouage essentiel et particulièrement dans le contexte actuel de perte de confiance dans la démocratie.

Pour **FO Finances**, **les évènements du 17 octobre sont l'illustration d'une situation catastrophique à laquelle le gouvernement doit répondre.**

FO Finances appelle l'ensemble des agents à se mobiliser le 5 novembre pour l'augmentation des salaires, du point d'indice, l'arrêt des suppressions de postes et de services, une réforme fiscale permettant une véritable redistribution et le maintien des services publics, seuls garants de la cohésion sociale.